

ASSEMBLEE DE CORSE

6 EME SESSION EXTRA-ORDINAIRE DE 2018

26 ET 27 JUILLET 2018

**RAPPORT DE MONSIEUR
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

PLAN D'INVESTISSEMENT DANS LES COMPETENCES

COMMISSION(S) COMPETENTE(S) : Commission de l'Education, de la Culture, de la Cohésion Sociale
et de la Santé

Commission des Finances et de la Fiscalité

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

Le Conseil Exécutif de Corse, dans le cadre d'une politique territoriale globale relative à l'éducation et à la formation, a fait de l'orientation et de la formation tout au long de la vie un des leviers d'une insertion durable choisie.

La mise en œuvre de cette stratégie, approuvée par l'Assemblée de Corse à l'automne 2017 à travers le CPRDFOP (contrat de plan régional de développement de la formation et de l'orientation professionnelles), passe par la réalisation de trois objectifs :

- améliorer la connaissance en emploi et en compétence des territoires ;
- optimiser et adapter l'offre de formation pour mieux répondre aux besoins identifiés ;
 - garantir d'un parcours de qualité pour tous les publics par l'orientation et la formation tout au long de la vie.

L'enjeu est donc important, nous devons être capables, sans attendre, de formuler des propositions de transformation, d'innover, d'expérimenter afin de modifier les politiques et les outils de la formation professionnelle afin de la rendre plus efficiente, au plus près des besoins de nos territoires.

L'objectif affiché du Grand plan d'investissement est de construire une société des compétences ; à cet effet, il propose un Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC), en vue de former et d'accompagner un million de demandeurs d'emploi et un million de jeunes peu qualifiés et éloignés du marché du travail.

Le PIC, qui sera déployé sur cinq années, constitue donc une opportunité financière pour notre collectivité. Il permettra de soutenir notre financement des parcours de formation destinés à ces publics peu qualifiés et d'engager une profonde transformation des compétences au service de la compétitivité et de l'emploi, à travers notamment la promotion de l'innovation et de l'intégration des technologies digitales dans l'acquisition de compétences.

Il a vocation à être piloté au plus près des besoins des entreprises et des territoires, avec un objectif de meilleure fluidité du parcours et de simplification des procédures. Il doit permettre de promouvoir les expérimentations, leur évaluation et leur capitalisation et doit être évalué afin de mesurer l'efficacité et l'efficience des investissements réalisés.

Le PIC comporte deux phases :

- un amorçage sous forme de convention financière pour l'année 2018 qui fait l'objet du présent rapport ;

- un pacte territorial d'investissement dans les compétences pour la période 2019-2022 qui doit être élaboré dans les prochains mois.

La convention financière d'amorçage du PIC a pour objectif la réalisation en 2018 d'entrées en formations supplémentaires au bénéfice des personnes peu ou pas qualifiées et/ou visant la maîtrise des savoirs de base, avec le concours financier de l'État, sous l'autorité de la Collectivité de Corse.

À ces fins, trois axes stratégiques seront mis en œuvre :

- maintenir un investissement important permettant l'accès à la qualification des personnes en recherche d'emploi pour sécuriser leur parcours et augmenter le capital humain de la région ;
- répondre aux besoins des entreprises de notre territoire en mobilisant tous les acteurs dans la détection des emplois disponibles et en accompagnant les entreprises dans l'expression des compétences attendues ;
- agir ensemble pour déployer des parcours qualifiants pour les personnes en recherche d'emploi sans qualification, quelles que soient leurs difficultés ou les freins à la formation.

Sur une base de 1036 entrées en formation, l'enjeu pour notre collectivité est de réaliser pour l'année 2018, 649 entrées supplémentaires pour une recette attendue de 2 920 500 €, soit 4 500 € par entrée en formation.

Les axes d'intervention qui permettront la mise en œuvre du plan d'Investissement des Compétences sont pour l'essentiel :

- d'une part la programmation des actions de formation mises en œuvre par l'AFPA ;
- d'autre part, la mise en place d'une programmation par le biais d'une commande publique.

Les actions de l'école de la deuxième chance seront également prises en compte dans l'atteinte de nos objectifs.

Les outils permettant de lever les freins à la formation seront mobilisés :

- mise en place d'un plan de communication,
- mobilisation des acteurs du service public territorial de l'orientation,
- aides à la mobilité,
- aides à l'hébergement...

Le rôle de notre collectivité sera essentiel puisqu'elle devra veiller à faciliter l'accès à la formation pour les publics les plus en difficultés.

Dans un environnement nécessitant une adaptation et une innovation permanente, le PIC constitue un levier que nous saurons utiliser pour en retirer un bénéfice maximal pour l'avenir de notre jeunesse et de la Corse.

En effet, dans le but de conduire une politique de qualification au service du développement économique et social de notre île, nous avons élaboré une stratégie globale pour laquelle nous mettons en œuvre un ensemble d'outils financiers, mais aussi d'ingénierie, car il n'est pas question pour nous de nous contenter d'objectifs quantitatifs en matière d'entrée en formation mais bien d'objectifs qualitatifs au service d'un réel accroissement des compétences.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.